

L'évolution de l'industrie pétrolière

Introduction

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et aujourd'hui plus que jamais, le pétrole reste parmi les sources fossiles le principal et le plus précieux carburant de l'humanité technique : omnipotent, polyvalent, polymorphe, omniprésent.

Dés avant 1900, jusqu'en 1973, le pétrole va s'imposer comme 3^{ème} source d'énergie pour faire tourner les turbines-alternateurs, après le charbon et l'énergie hydraulique des barrages, partout dans tous les pays du monde et à commencer par les Etats-Unis.

Le chiffre d'affaires de l'industrie chargée d'extraire de sous terre les hydrocarbures était en 2013 près de dix fois supérieur à celui de toute autre industrie.

1. Histoire du pétrole

Le pétrole est entré dans l'histoire en 1859. Matière première indispensable à l'industrie, enjeu de puissance ou instrument de pression, le précieux « or noir » a imprimé sa marque sur le XXe siècle.

Le pétrole et ses dérivés naturels bitume, naphte, asphalte furent utilisés, à des fins diverses, depuis la plus haute Antiquité. Le géographe grec Strabon Ier siècle av.-Ier siècle ap. J.-C. explique que les Babyloniens mettaient de l'asphalte liquide dans leurs lampes en guise d'huile à brûler. Les Assyriens l'employaient pour allumer des torches. En Égypte, le bitume servait à conserver les morts. A Rome on lui prêtait des vertus thérapeutiques miraculeuses. Il était censé - c'est Pline l'Ancien qui l'affirme au Ier siècle de notre ère - guérir les rhumatismes articulaires, l'asthme et même... l'épilepsie ! L'huile de naphte entraînait dans la fabrication du feu grégeois, l'arme qui a plusieurs fois sauvé Byzance de l'assaut des Barbares.

Mais ce qui deviendra plus tard l'« or noir » n'a pas encore de destination universelle. Surtout on ignore qu'il repose en d'immenses gisements, sous forme liquide ou gazeuse, dans les profondeurs de la terre. On n'exploite alors que les nappes superficielles. C'est seulement au milieu du XVIIIe siècle que, passant par Bakou, des voyageurs anglais ont pu constater qu'en creusant le sol avec le doigt, on pouvait provoquer l'émanation d'un produit inflammable et que la flamme était d'autant plus vive que le trou était plus profond.

1.1. - 1859-1901 : la découverte d'un produit miracle

Le pétrole n'est véritablement entré dans l'histoire qu'un siècle plus tard - le 27 août 1859 - lorsque le précieux liquide a jailli à Titusville, une petite ville du sud de la Pennsylvanie. A l'origine de cette découverte, on trouve un juriste de New York, George Bissel, un banquier de New Haven, James Townsend, un professeur de Yale, Benjamin Sillman, et un aventurier originaire du Vermont, Edwin Drake, dit le « colonel Drake », qui fut à la fois le propagandiste et l'homme à tout faire de l'entreprise.

Tous avaient misé sur l'hypothèse que le mystérieux carburant, qui affleurait dans certains secteurs de la vallée où il était recueilli de manière artisanale, pouvait trouver un débouché

dans le domaine de l'éclairage, à condition d'en produire des quantités importantes. Avec le premier forage effectué par la Rock Oil Co., l'utilisation massive du pétrole allait devenir possible.

Dès lors, la lampe à pétrole a remplacé partout la bougie ou la lampe à huile, avant d'être elle-même concurrencée et distancée par l'éclairage électrique. Pendant une trentaine d'années, le boom pétrolier a essentiellement reposé sur la production de lumière. Une fièvre spéculative, accompagnée d'une course à la production et au transport, saisit les États-Unis. Onze ans seulement séparent le premier forage de Titusville - où l'on extrait déjà 100 000 tonnes de pétrole en 1862 - de la fondation de la Standard Oil par John D. Rockefeller.

En 1882, après de dures batailles menées contre la concurrence et contre les grandes sociétés ferroviaires, la Standard Oil se constitue en un trust, qui domine toute l'industrie du pétrole américain grâce à ses compagnies de transport, à son réseau de pipelines et à ses trente-neuf sociétés de raffinage. Ce n'est qu'en 1911 qu'un jugement de la Cour suprême ordonnera l'éclatement de la société entre une trentaine de filiales distinctes¹.

A la charnière du XIXe et du XXe siècle, la mise au point du moteur à explosion donne au développement de l'industrie pétrolière un coup d'accélérateur décisif. L'industrie automobile entame son essor ; bientôt le moteur Diesel assure la propulsion des poids lourds et des navires. Le marché des hydrocarbures connaît une formidable expansion, et pas seulement en Amérique du Nord.

Certes, les États-Unis disposent d'atouts que les autres n'ont pas. Outre l'immensité du pays, la forte croissance d'une population continûment irriguée de sang neuf, la souplesse et le dynamisme du capitalisme américain, ils détiennent d'énormes réserves, aisément exploitables et réparties sur une bonne partie du territoire de l'Union : de la Pennsylvanie à l'Ohio, de l'Oklahoma au Tennessee, de la Louisiane à l'Indiana et à la Californie, en attendant l'ouverture, en 1901, du gigantesque réservoir texan. Mais les Américains, à cette date, ne sont plus seuls en lice.

1.2. 1901-1918 : un nouvel enjeu stratégique

Au cours des dix ou quinze années qui précèdent le premier conflit mondial, en effet, les puissances européennes s'intéressent à leur tour au précieux carburant. Les Rothschild d'Angleterre disputent aux Nobel suédois le contrôle des riches gisements de Bakou, en Russie. La Shell du Britannique Marcus Samuel et la Royal Dutch du Néerlandais Deterding se posent en rivales directes de la Standard Oil et orientent leurs activités vers l'Asie du Sud-Est Bornéo, Sumatra et l'Extrême-Orient, avant de fusionner en 1907. L'homme d'affaires arménien Gulbenkian devenu en 1902 sujet de Sa Gracieuse Majesté s'intéresse, quant à lui, à l'exploitation de la région de Mossoul.

La production mondiale d'hydrocarbures, qui se confondait pratiquement en 1861 avec celle de la Pennsylvanie, est passée de 67 000 tonnes à près de 4 millions de tonnes en 1880, 10 millions en 1890, 21 en 1900, 44 en 1910 et plus de 50 millions en 1913. A cette date, la part des États-Unis représente très exactement les deux tiers du total. Viennent ensuite la Russie 10 millions de tonnes en 1900, le Mexique, le Venezuela, la Roumanie, l'Insulinde. L'Argentine, le Pérou, la Perse suivent de très loin, tandis que déjà les convoitises des puissances se tournent vers les provinces orientales de l'Empire ottoman, où géologues et spéculateurs entrevoient l'énorme potentiel énergétique que recèle le sous-sol de cette région.

A l'exception des États-Unis, premier pays consommateur mais aussi premier producteur mondial d'hydrocarbures, les grands États industrialisés doivent recourir aux fournisseurs étrangers pour subvenir à leurs besoins. La consommation de charbon, bien sûr, continue d'occuper, et de loin, la première place, mais les achats de pétrole vont croître avec l'essor fulgurant de l'industrie automobile, de l'aviation, de la navigation maritime, du chauffage domestique et bientôt de la pétrochimie dans les années 1920.

La compétition entre les puissances pour l'accès aux ressources pétrolières a ainsi commencé dans les toutes premières années du XXe siècle. Derrière les groupes financiers et les grandes compagnies, les gouvernements entrent en scène. C'est tout particulièrement le cas au Moyen-Orient, où Français, Britanniques et Allemands cherchent à se positionner en vue de la future exploitation des richesses minérales de la Mésopotamie ottomane.

En 1903, la concession à une compagnie allemande d'un projet de ligne ferroviaire reliant Constantinople à Bagdad segment terminal du fameux BBB : Berlin-Byzance-Bagdad s'accompagne du droit d'exploiter pendant quatre-vingt-dix-neuf ans le sous-sol mésopotamien dans une zone de 20 km autour de la voie ferrée. En 1914, le rail atteint Mossoul, mais déjà les Britanniques ont contre-attaqué.

En 1909, l'Anglo-Persian Oil Company a pris le contrôle du pétrole iranien et, trois ans plus tard, le gouvernement ottoman doit accepter, sous la pression du Foreign Office, une combinaison financière qui assure aux Britanniques le contrôle de 75 % du capital de la Turkish Petroleum Company². Ils ont ainsi non seulement neutralisé les Allemands, mais également les Américains qui, par le truchement de la Standard Oil, avaient proposé aux Ottomans un prêt et une participation aux bénéficiaires, en contrepartie du droit exclusif d'exploiter le pétrole de l'Empire ottoman.

La Première Guerre mondiale eut pour effet d'accroître, dans des proportions considérables, la demande de produits pétroliers. Le moteur à essence et le diesel ont achevé de démontrer leur supériorité sur les autres modes de traction. Les « taxis de la Marne » et la noria des 4 000 camions empruntant la « Voie sacrée » pour assurer, depuis Bar-le-Duc, l'acheminement du matériel et des renforts durant la bataille de Verdun en sont au moins l'illustration symbolique.

Les nouvelles armes terrestres, maritimes et aériennes sont de grosses consommatrices d'essence, de mazout ou de kérosène, et les besoins sont d'autant plus importants que les pertes sont lourdes. Les premiers tanks Mark I, utilisés pour la première fois par les Anglais sur la Somme en 1916, les chars légers Renault, engagés par Nivelle dans la désastreuse offensive d'avril 1917, paient un lourd tribut à la modernisation de la guerre. De même sur mer, où les Allemands déclenchent en 1917 la « guerre sous-marine à outrance », les pertes sont immenses - 185 U-Boots coulés, 800 000 tonnes de navires de guerre et 10 millions de tonnes de navires marchands envoyés par le fond en quelques mois. Partout, l'arme pétrolière impose sa loi, jusque dans le ciel avec l'essor croissant de l'aviation militaire. De quelques dizaines d'appareils au début du conflit, la flotte aérienne des Alliés passe à près de 7 000 unités en novembre 1918.

On conçoit que, confronté au problème du ravitaillement en pétrole de l'armée française, Clemenceau ait pu dire, en décembre 1917, que l'essence serait « *aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain* »³.

La guerre de 1914-1918 a donc montré, notamment durant sa phase « mondiale », que **le pétrole était devenu un enjeu stratégique majeur** et que le contrôle des zones productrices d'or noir était en train de devenir aussi important que celui des grands gisements charbonniers : surtout pour les puissances qui, à la différence des États-Unis et de la jeune Union soviétique, ne disposaient pas de ressources propres. L'enjeu est d'autant plus considérable que le retour à la paix s'accompagne d'un nouveau coup d'accélérateur donné à l'économie des pays industrialisés, et que les secteurs les plus dynamiques - automobile, industrie aéronautique, pétrochimie, etc. - sont de gros consommateurs de pétrole.

1.3. 1918-1945 : le temps des britanniques

La guerre a eu pour autre conséquence de mettre sur la touche trois des principales puissances européennes, provisoirement Allemagne et Russie ou de manière définitive Autriche-Hongrie. C'est donc **entre le Royaume-Uni et la France que va se jouer une partie de bras de fer** pour le contrôle des richesses pétrolières du Moyen-Orient. En mars 1916, les accords Sykes-Picot ont programmé un partage de la zone comprise entre le golfe Persique, l'extrémité orientale du Sinaï et le sud de l'Anatolie, jusqu'alors possession de l'Empire ottoman. En vertu de cet arrangement, la France se voyait octroyer le vilayet district de Mossoul, riche de gisements dont l'ampleur, il est vrai, était encore inconnue des prospecteurs. C'est pourquoi sans doute Clemenceau accepta, fin 1918, la proposition que lui fit Lloyd George, qui avait compris l'importance stratégique de la région, de renoncer à Mossoul au profit de l'Angleterre, en échange d'une extension du futur mandat français sur la Syrie.

De cette partie de dupes, l'Angleterre est donc sortie victorieuse. Elle a en effet établi son contrôle non seulement sur le vilayet de Mossoul, mais sur l'ensemble de l'Irak et sur son pétrole, grâce aux participations de l'Anglo-Persian et de la Royal Dutch Shell dans la Turkish Petroleum Co. Iraq Petroleum Co. à partir de 1929 - Londres ouvrira toutefois son capital pour un quart aux compagnies américaines et à la Compagnie française des pétroles.

Maîtres du jeu en Irak et en Perse, les Britanniques doivent compter ailleurs avec les Américains. La Standard Oil de Californie, la Gulf Oil Corporation du groupe Mellon, la Texas Oil et d'autres sociétés d'outre-Atlantique entendent prendre pied dans la région pour accroître leurs parts de marché et peut-être déjà économiser les réserves nord-américaines, et s'engagent, dès le milieu des années 1920, dans une politique de chasse aux concessions pétrolières en Arabie Saoudite et dans les émirats du golfe Persique. Le risque est grand car, comme le dit le président de la Standard de Californie, « *ce que nous achetons c'est une énorme masse de sable, de chaleur, de mouches et d'espoir* » ; mais l'entreprise sera finalement couronnée de succès.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis restent de très loin la première puissance pétrolière du monde. Avec plus de 160 millions de tonnes 60 millions en 1920, ils produisent encore 60 % du brut extrait du sous-sol de la planète, à quoi s'ajoutent les 12 % produits à l'étranger par des compagnies américaines. La plus importante, la Standard Oil of New Jersey, principale héritière du trust dissous en 1911, produit à elle seule 41 millions de tonnes, soit 15 % du total mondial. Elle raffine 150 000 tonnes de brut par jour et dispose de 8 000 km d'oléoducs et d'une flotte de 200 pétroliers. Face à ce géant, la Royal Dutch Shell porte encore avec panache les couleurs de la vieille Europe, et plus précisément celles de l'Angleterre, seule rivale de la toute-puissante Amérique. La Grande-Bretagne compte une cinquantaine d'entreprises placées sous la houlette de Deterding - un homme d'affaires néerlandais, devenu patron de la Shell et plus tard grand admirateur de l'Allemagne nazie - et

de Gulbenkian ; elle produit 30 millions de tonnes de brut par an et possède une flotte de 300 unités.

Lorsqu'éclate le deuxième conflit mondial, le pétrole est devenu à la fois une source d'énergie et une matière première essentielles. 45 millions de voitures circulent dans le monde, plus de la moitié de la flotte marchande est équipée de chaudières à brûleurs ou de diesels, la consommation de fioul domestique est en rapide croissance et la pétrochimie produit désormais à grande échelle des colorants, des matières plastiques, du caoutchouc synthétique, des textiles, etc. La guerre d'Espagne 1936-1939 a souligné d'autre part le rôle nouveau des blindés et de l'aviation d'assaut, à condition bien sûr de posséder des réserves suffisantes de carburant. Or, dans l'affrontement qui s'engage en 1939 et qui s'étend aux États-Unis et à l'URSS deux ans plus tard, l'Allemagne et le Japon sont sur ce point nettement défavorisés.

Pour pallier les carences de son approvisionnement en pétrole, le Reich hitlérien - qui a constitué de modestes réserves d'hydrocarbures au cours des dernières années de paix - n'a guère d'autre choix que celui du *Blitzkrieg*, la « guerre éclair », destinée à obtenir un succès rapide, ou celui de la conquête des zones productrices d'or noir. Autrement dit, c'est la nature même de l'arme pétrolière qui détermine la stratégie adoptée par Hitler. En Pologne, en France, dans les Balkans, le Blitzkrieg permet à la Wehrmacht de marquer des points décisifs, et de s'emparer au passage des installations pétrolières de Ploiesti, en Roumanie.

Mais, contre les Soviétiques, d'abord bousculés et repoussés loin vers l'est, l'assaut des divisions cuirassées connaît ses limites qui sont celles du ravitaillement en carburant et du climat à -30 °C, l'essence gèle dans les réservoirs. Il faut donc changer d'option stratégique, renoncer à prendre Moscou et tenter de faire main basse sur les champs pétrolifères du Caucase, puis de pousser l'avantage jusqu'aux immenses gisements du Moyen-Orient. Un espoir qui s'effondre en février 1943 avec la capitulation de Von Paulus à Stalingrad.

Mêmes déboires en Afrique, où Rommel doit stopper son avance vers Le Caire par manque de carburant. A El-Alamein, en octobre 1942, c'est Montgomery qui prend l'offensive face à un adversaire qui souffre d'une telle pénurie d'essence que ses unités motorisées peuvent à peine effectuer les manœuvres tactiques les plus élémentaires, avant d'être bloquées dans le désert durant leur retraite.

Les Alliés n'ont pas les mêmes problèmes. Mais il leur faut une fois encore acheminer la manne pétrolière jusqu'aux champs de bataille européens et méditerranéens. Sur le front maritime s'opposent ainsi, comme durant la Grande Guerre, convois de pétroliers accompagnés de leur escorte navale et meutes de sous-marins équipés de moteurs Diesel. Là aussi, le dernier mot reviendra aux Alliés, au prix de part et d'autre de pertes considérables.

1.4. 1946-1960 : guerre froide au Proche-Orient

Pas plus que la première, la Seconde Guerre mondiale n'a été une guerre pour le pétrole. Mais il est clair que celui-ci a lourdement pesé sur l'issue du conflit. Et il n'est pas surprenant que dans l'affrontement larvé qui va opposer, à partir de 1946, les États-Unis et l'Union soviétique - notons qu'il s'agit des deux principaux producteurs et consommateurs d'hydrocarbures - l'or noir et les zones qui en recèlent les gisements les plus importants constituent un enjeu majeur.

En Iran, troisième producteur mondial à la fin des années 1940, les Britanniques détenaient depuis le début du siècle le quasi-monopole de l'exploitation des richesses pétrolières. Mais

pendant la guerre, les Russes ont pris pied dans les provinces du Nord et, en avril 1946, ils imposent à Téhéran la création d'une société pétrolière mixte dans laquelle ils contrôlent 51 % du capital. Avec l'appui des Américains, les Britanniques réagissent, fomentent des révoltes et obtiennent l'annulation de l'accord.

Mais, en 1951, le gouvernement du Dr Mossadegh, chef du Front national, fait voter à l'unanimité par le Parlement iranien la nationalisation des avoirs de l'Anglo-Iranian. L'Angleterre s'émeut. Churchill menace l'Iran d'une intervention militaire. Londres saisit le Conseil de sécurité de l'ONU. Puis la tension retombe. A la suite d'une « révolte populaire », montée en fait de toutes pièces par la CIA, en 1953, Mossadegh est destitué et emprisonné. Les Occidentaux font ainsi prévaloir leurs « droits », au prix, il est vrai, d'un compromis qui met fin au monopole des compagnies anglaises. La Compagnie nationale des pétroles d'Iran se voit reconnaître la propriété des gisements et confie pour vingt-cinq ans l'exploitation et le raffinage du pétrole à un consortium international dans lequel les Américains New Jersey, Gulf, Texaco figurent pour 40 %.

En Arabie Saoudite et dans les émirats du Golfe où les premières prospections sérieuses datent seulement des années 1930, la mainmise américaine s'effectue de manière plus feutrée, aux dépens des compagnies européennes et notamment britanniques. Ici, le cheval de Troie s'appelle Aramco et il rassemble les grosses pointures de la galaxie pétrolière américaine : la New Jersey, la Standard de Californie, la Texaco, la Socony. Ces compagnies accomplissent un immense effort de prospection et d'exploitation des gisements du monde arabe, construisent des milliers de kilomètres d'oléoducs, équipent les ports pétroliers dans la perspective de l'accueil des tankers géants. Résultat : une véritable explosion de la production pétrolière du Moyen-Orient arabe : 53 millions de tonnes en 1950, 500 millions en 1970.

En 1956, la crise de Suez, outre les incidences directes qu'ont eues pour le marché pétrolier le sabotage du pipeline de l'Iraq Petroleum et la fermeture du canal - brève pénurie de pétrole en Europe occidentale, priorité donnée à la mise en service de transporteurs de 100 000 tonnes transitant par le Cap, etc. -, a achevé de rendre évident le déclin européen au Proche-Orient⁴. Le Royaume-Uni et secondairement la France ont définitivement cessé de mener le jeu dans cette région devenue vitale pour leurs approvisionnements au profit des deux superpuissances, et principalement des États-Unis.

Les États industrialisés importateurs de pétrole ont longtemps fondé leur croissance, et par conséquent leur richesse, sur le prix incroyablement bas imposé par les grandes compagnies aux pays producteurs : 1,20 dollar pour un baril de brut soit environ 159 litres en 1900, 1,10 dollar en 1914, entre 1,20 et 1,70 dollar durant la phase aiguë de la guerre froide, moins de 2 dollars encore au début des années 1960. A cette date, le marché pétrolier se trouve dominé par sept sociétés géantes, les « majors », qui, dix ans plus tard, avec un chiffre d'affaires global de 67,5 milliards de dollars et une production de près de 1 200 millions de tonnes, contrôleront encore 60 % de l'or noir raffiné dans le monde. Proportions suffisantes pour que les « majors » puissent aisément dicter leur loi aux pays exportateurs, lesquels ne perçoivent d'ailleurs qu'une partie - souvent modeste - de la rente pétrolière.

Le maintien des prix pétroliers à un niveau très bas a doublement servi les intérêts de l'Occident. Il a permis aux gouvernements, notamment en Europe, d'effectuer sur la consommation croissante d'essence et de fioul un prélèvement fiscal considérable et, partant, de financer à peu de frais une partie des dépenses d'équipement incombant à l'État. Surtout, l'emploi d'une énergie à bon marché a nourri la croissance vertigineuse du Nord. Il a innervé

son tissu industriel, créant au passage de nouvelles branches et de nouveaux secteurs d'activité. Il a fourni aux sociétés développées, avec un bien-être matériel un peu moins chichement distribué et le mythe omniprésent de l'automobile, une formidable capacité d'intégration et de dépolitisation des masses.

Bref, il aura été à bien des égards le nerf d'une expansion qui, à la fin des années 1960, paraît à peu près illimitée. Ceci, au prix d'un immense gaspillage de richesses et d'un véritable pillage des pays producteurs.

Ce faisant, le monde industriel n'a pas su, ou n'a pas voulu, comprendre qu'en jouant tout sur les hydrocarbures - 71 % de l'énergie primaire consommée dans le monde en 1970 contre 38 % vingt ans plus tôt - il se liait les mains et fondait sa prospérité sur des bases éminemment fragiles. Tant que les rapports entre pays consommateurs et pays exportateurs se sont inscrits dans un cadre qui était celui de la domination du Sud par le Nord, le problème de la dépendance ne s'est pas posé pour les premiers. On ne dépend pas de ce que l'on contrôle, ni de ce que contrôle la puissance hégémonique du camp auquel on appartient.

Certes, l'Angleterre et la France avaient pu constater, lors de la crise de Suez, qu'elles n'avaient plus les moyens de pratiquer comme au bon vieux temps la « politique de la canonnière ». Toutefois les intérêts vitaux des Occidentaux n'étaient pas encore en jeu : il suffisait à l'Amérique de montrer son « gros bâton » pour que les éventuels contestataires de l'ordre impérial rentrent dans le rang. L'Iran de Mossadegh en avait fait l'expérience en 1953. L'Égypte et la Syrie - momentanément unies dans une République arabe unie à vocation anti-impérialiste - devaient à leur tour, lors des événements du Liban en 1958, constater que l'on ne bravait pas impunément la puissance des États-Unis.

Dix mille hommes débarqués à Beyrouth sous la protection d'une flotte dotée d'armements nucléaires tactiques, cela suffit à l'Occident pour qu'il n'eût pas à s'interroger sur l'avenir de ses approvisionnements pétroliers. Le contexte international étant à cette date caractérisé par l'écrasante supériorité stratégique des Américains, tout le reste paraissait devoir découler, et pour longtemps, de cette position de force.

C'est pourtant à ce moment que va commencer à s'organiser la contestation de l'ordre économique instauré par les nantis et incarné par le consortium des grandes compagnies concessionnaires. A la suite de la décision prise par les « majors » de réduire unilatéralement le prix affiché du brut qui n'avait pratiquement pas bougé depuis un demi-siècle, est née à Bagdad, en septembre 1960, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP, dont les membres sont à cette date le Venezuela, l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak et le Koweït. Ils seront rejoints plus tard par le Qatar, la Libye, l'Algérie, Abu Dhabi, l'Équateur, le Nigeria, l'Indonésie et le Gabon : au total 13 États qui contrôlent, au début des années 1970, plus de 85 % des exportations mondiales de pétrole.

1.5. 1960-1979 : la bataille de l'opep

Au départ, il s'agissait essentiellement de coordonner et d'unifier les politiques pétrolières des pays membres, de façon à assurer la stabilisation des prix et à fournir un revenu constant aux États producteurs. Tels étaient en tout cas les buts affichés de l'organisation dont le traité fut enregistré par l'ONU en 1962. En réalité, l'OPEP a mené pendant les dix premières années de son existence une bataille incessante contre les compagnies, réussissant - par le contrôle accru sur les gisements et l'exploitation directe du pétrole par les États producteurs - non seulement

à stabiliser les prix affichés mais également à modifier de façon sensible les taux de redevance et d'imposition.

Le véritable tournant se situe toutefois au début des années 1970, avec la réunion à Caracas de la vingt et unième conférence de l'OPEP, qui décide de fixer à 55 % le taux minimum des *royalties* perçues sur les compagnies concessionnaires. Coup sur coup, celles-ci vont devoir accepter, par les accords de Téhéran février 1971 et de Tripoli avril 1971, une substantielle majoration des prix affichés, ainsi que le principe de leur révision automatique en fonction de l'inflation internationale.

Cette offensive sur les redevances et sur le prix du brut s'est accompagnée d'une action visant à restituer aux pays producteurs la pleine souveraineté de leurs ressources pétrolières. Dès février 1971, l'exemple était donné par la République algérienne où Houari Boumediene décidait que son pays détiendrait désormais la majorité dans les sociétés françaises opérant sur son territoire, tandis que les oléoducs et les gisements de gaz naturel étaient purement et simplement transformés en biens d'État. L'année suivante, en 1972, le gouvernement de Bagdad nationalisa la puissante Iraq Petroleum et, en septembre 1973, quelques semaines avant le déclenchement de la guerre du Kippour, le colonel Kadhafi annonça à son tour que l'État libyen devenait propriétaire à 51 % des compagnies pétrolières installées sur son sol.

Ailleurs, là où les « majors » conservaient le contrôle de la production, du transport et du raffinage du brut, les contrats traditionnels avec les États producteurs se trouvaient soit modifiés par des avenants, soit remplacés par des contrats de type nouveau : contrats d'entreprise, qui faisaient de la société étrangère un simple prestataire de services, ou contrats d'exploitation conjointe *joint venture* confiant l'exploitation des gisements découverts à des sociétés mixtes financées, sur une base généralement paritaire, par les États hôtes et par les compagnies.

Cette vague de « décolonisation pétrolière » a pris une dimension toute particulière à la fin de 1973. Au mois d'octobre, la **guerre du Kippour** s'est accompagnée en effet de décisions d'une portée considérable pour l'avenir économique et politique du monde⁵. Les 16 et 17 octobre, alors que le sort des armes est encore incertain, les ministres de six pays du golfe Persique Arabie Saoudite, Koweït, Irak, Iran, Abu Dhabi et Qatar, réunis à Koweït, décident d'augmenter unilatéralement de 70 % le prix affiché du brut : première étape d'une escalade qui, en deux mois, aboutira au quadruplement du prix des hydrocarbures. Le baril de brut passe de 3 à 11,65 dollars.

Le lendemain les mêmes moins l'Iran rejoints par les autres membres de l'OPAEP (Organisation Arabe des Pays Exportateurs de Pétrole) décidaient d'utiliser l'or noir comme arme de guerre en instituant une réduction de la production de 5 % par mois, « *tant que la communauté internationale n'aura pas forcé Israël à évacuer les territoires occupés en 1967* » et « *tant que les Palestiniens n'auront pas été rétablis dans leurs droits* ». Le 28, alors que le cessez-le-feu est devenu effectif, on proclama l'embargo à destination des États-Unis, protecteurs de l'État hébreu, et, au cours des jours suivants, la mesure fut étendue aux Pays-Bas, au Portugal, à la Rhodésie et à l'Afrique du Sud.

La guerre d'octobre 1973 a donc offert aux États membres de l'OPAEP l'occasion de dramatiser le débat énergétique et d'obtenir, sur une seule mise, des résultats d'une portée considérable. Elle a joué ainsi un rôle d'accélérateur dans un processus de relèvement des prix

et de renversement du rapport des forces entre pays exportateurs et grandes compagnies qui avait commencé à se manifester deux ou trois ans plus tôt.

D'autre part, si des signes de crise économique étaient perceptibles depuis le début de la décennie, les mesures arrêtées à Koweït donnent brusquement à cet accident conjoncturel une ampleur et une gravité qui vont bientôt affecter la majorité des États de la planète. Avec pour corollaire la détérioration du climat des relations internationales et le retour à la guerre froide avec le développement de conflits périphériques en Asie du Sud-Est, en Afghanistan, en Afrique orientale et méridionale, ou encore en Amérique centrale.

En principe directement visés par l'embargo pétrolier, qui ne sera levé à leur endroit qu'en mars 1974, les États-Unis ne furent en fait que faiblement touchés. Il était en effet extrêmement difficile, pour les pays exportateurs, quand bien même ils l'auraient voulu, de contrôler la destination finale des gros-porteurs en provenance du Golfe. Mais surtout, de tous les pays du monde occidental, les États-Unis étaient celui qui offrait la moindre vulnérabilité aux coups de l'arme pétrolière. En 1973, le pétrole importé du Golfe ne représentait que 5 ou 6 % des besoins globaux du pays, si bien que - au moins dans un premier temps - le renchérissement du brut présentait pour les Américains infiniment plus d'avantages que d'inconvénients.

Il a renforcé tout d'abord leur position au sein du monde capitaliste, en diminuant la compétitivité de leurs concurrents européens et japonais, et en amenant les alliés de l'Amérique à mesurer l'étroitesse de leurs possibilités de manœuvre. Il a consolidé en même temps leur influence dans la région, dès lors que les principaux bénéficiaires de l'opération étaient les pays « modérés », fortement liés aux « majors » et proches des États-Unis, comme l'Arabie Saoudite et l'Iran. Économiquement, il a donné un coup de fouet à la production domestique, jusqu'alors freinée par des coûts d'extraction de dix à vingt fois supérieurs à ceux du Moyen-Orient et rentabilisé la recherche et la mise en exploitation des énergies de substitution : charbon, énergie nucléaire, sable et schistes bitumineux, etc.

A l'échelle internationale, le premier choc pétrolier, puis le second, intervenu en 1979-1980 à la suite de la révolution iranienne et du déclenchement de la guerre Iran-Irak⁶, eurent pour effet d'inciter les compagnies et les gouvernements à rechercher des solutions visant à stabiliser les prix et à freiner l'épuisement des ressources pétrolières mondiales. Dès 1972, le Club de Rome avait tenté d'alerter l'opinion et les décideurs mondiaux sur le risque de voir s'effondrer par manque d'énergie tout le dispositif économique sur lequel reposait la prospérité des pays développés⁷.

Sans grand résultat : il fallut les deux crises de 1974-1975 et 1979-1980 - la première surtout car l'envol des prix que suscita la seconde fut bref - pour que les États consommateurs adoptent des mesures d'économie et stimulent le développement des énergies de substitution la France jouant par exemple, sur le « tout-nucléaire ». L'exploitation de nouveaux gisements mer du Nord, Mexique, Angola, Alaska, etc., l'éclatement de l'OPEP et la politique du « chacun pour soi » adoptée par les États producteurs à partir de 1985 ont fait le reste.

1.6. 1980-2003 : le triomphe américain

Les turbulences du dernier quart du siècle ont achevé de mettre l'accent sur le rôle absolument central du pétrole dans la vie du monde et dans l'évolution des rapports internationaux. La percée effectuée, à partir de 1975, par les Soviétiques en Afrique de l'Est, Somalie, Éthiopie,

Mozambique, au Sud-Yémen, voire en Afghanistan n'avait-elle pas pour but d'exercer une pression sur la route navale du Cap, et plus largement sur les principales artères pétrolières de l'Occident ? Ce qui leur assurait, compte tenu des immenses progrès de leur marine de guerre, un atout important dans l'éventualité de conflits locaux et régionaux, voire d'une conflagration à l'échelle planétaire.

L'URSS n'a pas eu le loisir d'engranger les bénéfices de sa présence aux portes du golfe Persique et au long de l'« arc des crises » décrit par les experts du Pentagone : la zone allant de la péninsule indochinoise au cap de Bonne-Espérance, via la Corne de l'Afrique et qui tendait à envelopper par le sud le réservoir énergétique du camp occidental. La guerre froide a pris fin en même temps que la superpuissance communiste. La Russie, l'un des premiers pays producteurs au début des années 1980, a vu depuis cette date sa production chuter de 600 millions à 350 millions de tonnes. Ce qui n'est pas sans relation avec son attitude dans le récent conflit en Irak et explique en partie son acharnement à maintenir sa souveraineté en Tchétchénie.

Victorieux, sans avoir eu à mener de bataille décisive, les Américains se trouvent depuis 1990-1991 en position hégémonique, sans le contrepoids que pourraient jouer à court terme une Russie rétablie dans ses prérogatives de grande puissance, ou une Chine à peine sortie encore du sous-développement. Ne parlons pas de l'Europe, géant économique mais nain militaire, incapable de surcroît d'adopter une attitude commune en face des grandes échéances diplomatiques.

Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, l'hyperpuissance soit tentée d'imposer au reste du monde sa vision d'un ordre international qui coïncide - au nom de la morale et du droit - avec ses propres intérêts ? Lors de l'agression irakienne contre le Koweït, en août 1990, elle a réuni autour d'elle, avec la bénédiction de l'ONU, une coalition qui, en deux mois, a contraint Saddam Hussein à abandonner le Koweït et à accepter un cessez-le-feu.

Douze ans plus tard, le président George W. Bush a renouvelé l'opération, cette fois contre l'avis du Conseil de sécurité et dans le but affiché de « désarmer l'Irak » et de chasser du pouvoir un Saddam Hussein que les Américains avaient pris soin de maintenir en place après la victoire de 1991.

Quelle est la part du pétrole dans ces grandes manœuvres de l'Amérique ? « *No war for oil* » pouvait-on lire sur les centaines de milliers de banderoles portées par les manifestants pacifistes du monde entier. Il est clair qu'au-delà des raisons invoquées pour légitimer la guerre, l'équipe de faucons en charge du pouvoir à Washington a eu à cœur d'établir solidement l'hégémonie américaine au Proche et au Moyen-Orient. Ceci, dans le souci à la fois de prévenir l'éventuelle défection d'une Arabie Saoudite de moins en moins sûre, de plus en plus suspecte de prêter la main aux actions du terrorisme islamiste, de garder la haute autorité sur une région qui concentre plus de la moitié des réserves pétrolières connues alors que celles des États-Unis ne cessent de décroître et de peser de manière déterminante sur le cours d'un produit qui, plus que jamais, fait battre le cœur du monde.

1.7. 2008 Année du 3ème choc pétrolier

L'expression « **troisième choc pétrolier** » est utilisée par certains journalistes, spécialistes et hommes politiques pour désigner une augmentation des cours dépassant tous les records historiques au premier semestre 2008, et qui a commencé entre 2003 et 2005 selon les

observateurs, à la suite chronologique du début en 2003 de l'invasion de l'Irak, évènement historique désormais majeur du tournant du siècle. Entre septembre 2003 et juin 2008 en effet, l'économie mondiale a assisté à un quintuplement des cours du pétrole en dollars constants, augmentation des cours qui s'est accélérée au premier semestre 2008 par un doublement en un an. Le record historique de prix du baril de pétrole en dollars constants de 103,76 dollars d'avril 1980 qui datait du deuxième choc pétrolier a été battu le 3 mars 2008. L'augmentation des cours s'est poursuivie jusqu'à atteindre un pic record de 144,27 dollars à New York le 2 juillet 2008 et a dépassé 145 dollars en Asie le 3 juillet.

Le président de l'[Agence internationale de l'énergie](#) a déclaré en juin 2008 que le monde traversait une troisième crise énergétique et a demandé une « révolution énergétique » pour réduire la demande.

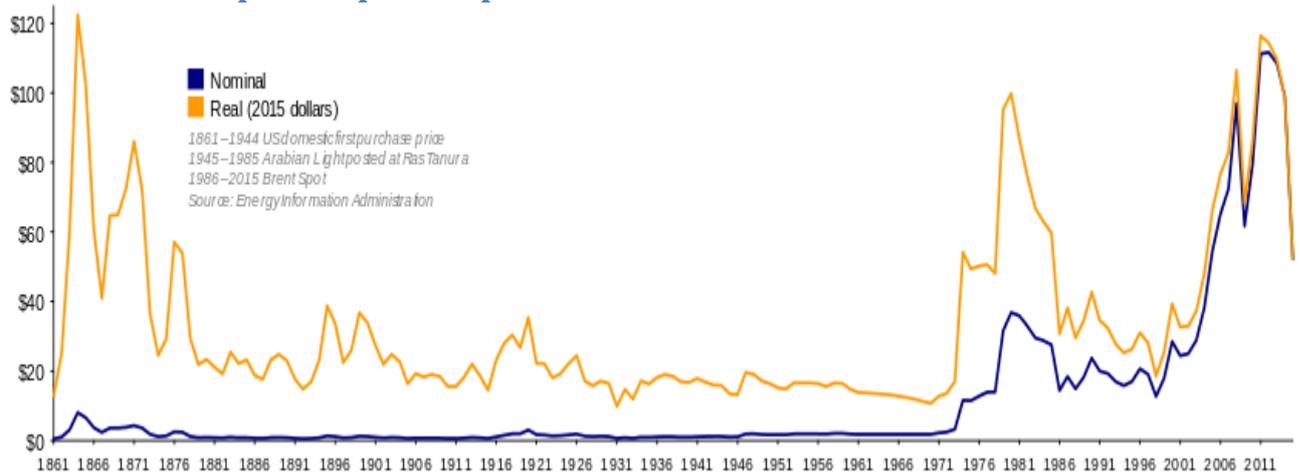
Contrairement au premier et au deuxième chocs pétroliers où les prix avaient été multipliés par trois en quelques mois et en un temps très court, le troisième choc se caractérise par une hausse forte mais progressive de 2003 à 2007, puis une hausse d'une ampleur et d'un niveau sans précédent au premier semestre 2008, liée à une hausse de la demande dans une ambiance de forte création monétaire depuis 2007 et de haute conjoncture, associée à une stagnation de l'offre et à la spéculation entretenue par une crainte de coupure des approvisionnements (le sommet des cours correspond aux Jeux olympiques d'été de 2008) et une recherche de valeur refuge tandis que les marchés boursiers s'effondrent.

La durée et l'ampleur du choc pétrolier sont débattues par les experts. Certains tablaient sur un choc qui pourrait s'amplifier, d'après certains analystes comme Morgan Stanley ou Goldman Sachs, avec un baril de 150 à 200 dollars en 2008-2009, voire 250 dollars selon Gazprom, d'autres experts prévoient une retombée rapide des cours, mais la plupart soulignent le caractère incertain de leurs prédictions. En 2009, le cours du baril se stabilise à proximité de 70 dollars, soit environ 50 euros compte tenu de la faiblesse du dollar constatée sur la même période. L'OPEP table plus ses projections sur un baril évoluant entre 70 et 100 dollars

À court terme, l'augmentation brutale des prix du pétrole a eu un effet inflationniste d'abord en affectant les professions dépendant directement des carburants qui donnent lieu à de nombreuses manifestations à travers le monde.

À plus long terme, les politiques structurantes sont menées par les grands pays consommateurs pour réduire la dépendance au pétrole : énergies de substitution, augmentation de l'efficacité énergétique dans le bâtiment et le transport, etc. La durée du choc pétrolier de 2008, la crainte des effets du réchauffement climatique, l'apparition du bilan carbone, nouvel outil de mesure et de marché défavorable aux énergies fossiles, et la solidarité des pays producteurs, concourent à une réponse à long terme des pays consommateurs.

Courbe historique des prix du pétrole



Historique des prix du pétrole de 1861 à 2007 en dollar constant ou courant. Le prix du baril de Brent a atteint en mai 2008 la moyenne de 122,80 dollars.

1. La loi Sherman de 1890 interdisait la concentration financière sous forme de trust, au nom de la liberté d'entreprendre.
2. 50 % du capital allait à l'Anglo-Iranian Petroleum Company, future Anglo-Iranian Company, future British Petroleum. Cf. R. Sedillot, Histoire du pétrole, Paris, Fayard, 1974, pp. 138-141.
3. Dans une lettre au président américain Woodrow Wilson datée du 15 décembre 1917.
4. Du 29 octobre au 6 novembre 1956, une opération franco-britannique, appuyée par Israël, tente de renverser le régime nassérien, à la suite de la nationalisation du canal de Suez en juillet par le Raïs.
5. Le 6 octobre 1973, l'Égypte et la Syrie attaquent Israël. La contre-attaque israélienne est victorieuse. La guerre prend fin le 24 octobre.
6. Les troupes irakiennes attaquent l'Iran en septembre 1980. Le conflit durera jusqu'en 1988.
7. Le Club de Rome est un organisme informel composé d'une centaine de membres appartenant à des horizons extrêmement divers et qui, depuis 1968, s'est attaché à examiner tous les problèmes qui se posent à l'échelle planétaire. Le premier rapport « au » Club de Rome, Halte à la croissance ?, a été publié sous la direction de D. L. Meadows Fayard, 1972.

2. La géopolitique du pétrole

Les gisements de pétrole étant limités et leur emplacement géographique ne coïncidant généralement pas avec celui des pays consommateurs, l'exploitation des ressources pétrolifères est source de tension. Les pays consommateurs, généralement de grandes puissances militaires, sont alors tentés d'employer des moyens de pression puissants (militaires ou économiques) pour avoir accès à ces ressources. Le pétrole, matière hautement stratégique, est fréquemment associé aux affrontements internationaux depuis le début du XX^e siècle.

Les besoins en pétrole s'imposent à chacun, dans la vie de tous les jours, depuis la première guerre mondiale. Le pétrole est une matière première essentielle vendue en quantités telles que son commerce est organisé à l'échelle mondiale depuis 1928. En 2009,

le seul commerce du pétrole (donc sans compter les activités en aval) représente des échanges de l'ordre de 6 milliards de dollars par jour. L'Europe et les États-Unis en importent chaque jour 1,5 million de tonnes (ou 10 millions de barils) chacun. Ainsi, le commerce du pétrole suscite des convoitises considérables. Il exige des gouvernements, responsables du fonctionnement de leurs États une surveillance permanente et les conduit à des comportements parfois extrêmes pour s'assurer de son approvisionnement régulier. À partir de 1979 environ, les effets de la mondialisation, la volonté croissante d'autonomie des pays producteurs, le recours aux règles du commerce international, la crainte des conséquences d'interventions trop musclées, et l'obsession de la sécurité d'approvisionnement génèrent l'émergence de méthodes plus fines dont la « diplomatie du pipeline » (« pipeline diplomacy »). En 2009, les États et leurs représentants ont recours à un mélange de ces diverses méthodes. Enfin, le prix reste une composante fondamentale. Cet ensemble de méthodes a permis aux pays consommateurs de ne jamais souffrir de pénurie de pétrole, en dehors de périodes très limitées telles que les périodes de guerre ou de choc pétrolier.

Contrôle des détroits



Le détroit d'Ormuz, point de tension géostratégique entre l'Iran, Oman (péninsule de Musandam) et les Émirats arabes unis.

La géostratégie des détroits par lesquels passent les pétroliers constitue le second enjeu : celui du transport pétrolier. Près de 20 % du commerce mondial dont 40 % des exportations du pétrole emprunte le détroit d'Ormuz. Aujourd'hui, il est inconcevable que ce dernier soit fermé ou même menacé. Les pays limitrophes — Iran, Oman, Émirats arabes unis et Arabie saoudite — sont au cœur de l'une des régions les plus convoitées de la planète. La Cinquième flotte américaine y mouille d'ailleurs en permanence.

Les approvisionnements européens dépendent quant à eux, très largement du canal de Suez. Fermé de 1967 à 1973, à la suite de sa nationalisation par le président égyptien Nasser, les pétroliers n'ont d'autres choix que de rallonger leur route pour contourner le Cap de Bonne-Espérance, ce qui pousse les armateurs à construire des pétroliers de taille considérable (VLCC et ULCC). Cette interruption, à l'origine de la crise du canal de Suez, n'a néanmoins pas suffi à bloquer l'approvisionnement européen. Par la suite, le canal est doublé par un oléoduc (Sumed pipeline) d'une capacité de 2,5 Mbbl/j. Une occupation physique des lieux reste cependant une menace.

Enfin, ceux du Japon et de la Chine passent par le détroit de Malacca, toujours affecté par des actes de piraterie. La Chine cherchait en 2006 à passer contrat avec la Thaïlande pour faire passer son pétrole par voie de terre et doubler ainsi l'alimentation par le détroit ; la réactivation du pipeline qui double le canal de Panama est en cours (2009)⁵.

Les menaces qui s'exercent sur les détroits peuvent être de nature militaire, mais aussi terroriste ou même la piraterie, qui connaît des regains périodiques.

Le commerce du pétrole est en butte aux aléas du cycle pénurie-surproduction. À la suite d'une baisse de l'offre par rapport à la demande, le cours du pétrole monte, poussant les compagnies pétrolières à investir pour découvrir de nouveaux gisements. À cause d'un effet accélérateur qui fait que l'offre dépasse la demande, le cours du pétrole s'effondre.

Cela était particulièrement vrai dans la première moitié du XXe siècle, quand les grands gisements du Moyen-Orient, qui excédaient largement la demande, ont été découverts. Ces perturbations, qui pouvaient mener à la faillite des compagnies, étaient bien connues, et particulièrement craintes de deux personnages qui ont beaucoup influencé le commerce du pétrole, John D. Rockefeller et Henri Deterding, président de Shell. Ils ont été les acteurs principaux de la cartellisation du domaine pétrolier au début du XXe siècle. En 2008, les ententes illicites existent toujours dans l'industrie

Le pétrole se paie en dollars, et ainsi accroît le poids déjà considérable de cette monnaie dans les échanges internationaux. Les États-Unis useront de cette position de force pour menacer le Royaume-Uni, pendant la crise du canal de Suez, de faire chuter la livre sterling. Mais elle génère, dans les périodes de hausse de cours, des quantités excessives de pétrodollars qui aboutissent, au moins en partie, sur les bourses occidentales, provoquant des bulles financières aux effets dévastateurs. De plus, quand le dollar fléchit, les revenus des États producteurs fléchissent d'autant, ce qui a provoqué leur colère en 1971, et une exigence de majoration équivalente à la baisse des revenus ; un mouvement identique s'est produit dans la décennie 2000. Cette exclusivité, qui contribue à assujettir les pays producteurs, est périodiquement remise en cause, avec des succès nuls pour l'instant.

Saddam Hussein avait ainsi annoncé qu'il souhaitait être payé en euros en 2000. L'Iran a, quant à lui, prétendu ouvrir une bourse du pétrole en euros mais les transactions s'effectuent en monnaie iranienne. Le projet de monnaie unique pour les États du Golfe reste un projet.

L'emprise de la finance



Évolution de l'indice des commodités (vert) et du prix du pétrole WTI (en rouge).

Le XXe siècle s'était beaucoup préoccupé de production. À partir de 1980, la titrisation devient le maître mot, et le pétrole n'y échappe pas, qui se voit affecté de son contrat de futures comme d'autres matières premières. À la fin de la décennie 2000, l'emballement des transactions boursières, précurseur de la crise économique, va affecter l'ensemble des matières premières, mais aussi le pétrole, dont le prix atteindra des sommets, en dépit d'une consommation sans surprise, et même stagnante en 2008. Dans ce processus, le prix du baril échappe totalement aux opérateurs physiques, et les compagnies pétrolières, qui ne contrôlaient déjà plus les volumes produits, se trouvent maintenant incapables d'agir sur le prix : le domaine financier vient de mettre la main sur le prix du baril.

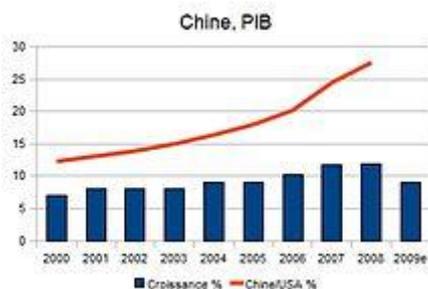


Taux de change BCE Euro-Dollar.

Ce pic de tarification augmente momentanément les chiffres d'affaires de toutes les parties prenantes ; mais on sait depuis 1973 qu'il provoque également des réactions négatives de la part du consommateur final, qui tente de se tourner durablement vers des solutions plus économes, telles que des moteurs moins gourmands, ou tout simplement vers une autre solution que le pétrole. C'est ainsi que le chauffage au fioul diminue régulièrement au profit du gaz ou même de l'électricité. Ces variations brutales, provoquant une destruction de la demande, sont donc un inconvénient grave pour les producteurs. Plus généralement, le secteur des services financiers et immobiliers représente couramment 30 % du PIB dans les pays développés, alors que la totalité de l'industrie représente moins de 20 % : le poids du secteur pétrolier, qui n'est qu'une fraction de cette dernière valeur, se marginalise.

La crise économique en 2008 a provoqué de nombreuses difficultés ; la plupart des pays développés la combattent par des plans de relance accroissant brutalement les déficits publics. Les États-Unis sont caractéristiques de cette évolution, avec une dette de l'ordre de 60 %, en ligne avec beaucoup de pays de l'OCDE, mais qui paraît évidemment monumentale en valeur absolue. Les États-Unis présentent également un déficit de leur balance de paiements, on parle de déficits jumeaux ; le dollar semble se maintenir de façon durable dans des valeurs historiquement faibles, ce qui pourrait entraîner des réactions de certains pays (voir plus loin). Les États-Unis se trouvent ainsi confrontés à des déficits durables, et le coût des guerres en Irak et en Afghanistan paraît exagéré dans ces conditions.

La Chine au rendez-vous de l'histoire

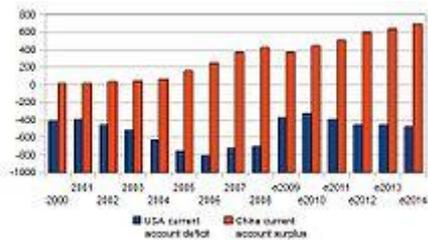


PIB de la Chine : croissance en % et ratio Chine/USA, 2000-2009.

Alors qu'elle exportait du pétrole, la Chine est devenue depuis 1992 importatrice nette, et sa consommation augmente de 15 % l'an depuis 2001. Elle est devenue le deuxième consommateur mondial, son PIB croît en moyenne de 10 % par an depuis l'an 1980. Elle

est également le premier marché mondial pour l'automobile. La Chine, dernière venue sur le théâtre d'opérations, et privée de moyens militaires bruts, agit essentiellement par la diplomatie et les relations bilatérales, avec des succès de plus en plus visibles : les rachats de certaines sociétés de pétrole kazakhes sont des réussites à potentiel évident.

L'affrontement au Soudan entre les États-Unis et la Chine est indicatif : la Chine s'y installe dans des conditions difficiles, et les États-Unis ne peuvent que lancer une campagne médiatique sans pouvoir s'y opposer sur le terrain. Fin 2009, la Chine porte le fer au Nigeria ; le sujet est bien plus grave, car le Nigeria est le premier producteur africain et le troisième fournisseur des États-Unis. L'offre chinoise commence à 30 milliards de dollars pour 49 % de champs actuellement exploités par Shell, Chevron et ExxonMobil. La Chine a signé en 2009 une série d'accords commerciaux avec la Birmanie; elle va construire un oléoduc et un gazoduc qui relieront le Yunnan à la côte occidentale de la Birmanie. Le gazoduc sera alimenté par le nouveau champ birman de Shwe, et l'oléoduc par le pétrole du moyen-orient, ce qui court-circuite le détroit de Malacca et désenclave le Yunnan. L'appétit de la Chine ne se limite pas au pétrole : considérée comme « l'usine du monde », son besoin de matières premières de toutes sortes est généralisé.



Déficit commercial des États-Unis en bleu, excédent commercial chinois en rouge, valeurs FMI.

La Chine dispose de la plus grande réserve en dollars de l'histoire, plus de 2 000 milliards de dollars en 2009. Avec un dollar historiquement faible, ce stock devient une arme à double tranchant. La Chine, de plus en plus considérée comme un partenaire industriel et financier viable, envisage de diversifier l'usage de ses devises, avec la création d'un fonds souverain, mais aussi l'utilisation d'autres monnaies de réserve.

L'affrontement Chine-USA, que l'on annonce depuis des décennies, se dessine en ce moment même, avec une opposition frappante entre le déficit régulier des États-Unis, et le surplus quasi structurel de la Chine qui le finance en grande partie. Le PIB de la Chine croît beaucoup plus vite que le reste du monde, il représentait 13 % du PIB américain en 2000, pour 28 % en 2009. Alors que le poids économique s'est depuis longtemps déplacé vers l'est, ce dernier commence à exister sur le plan géopolitique, avec la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en 2001 - son seul nom est (doublement) indicatif. La Chine profite des relations houleuses que les États-Unis entretiennent avec certains pays, et l'Iran a annoncé son souhait d'entrer dans ce cercle. En 2010, la Chine profite des inquiétudes légitimes éprouvées par les sociétés occidentales vis-à-vis de la lourde empreinte écologique liée à l'exploitation des sables bitumineux du Canada, pour s'installer en Amérique du Nord. Le gouvernement canadien approuve deux projets d'un montant de 1,9 milliard de dollars canadiens, dans lesquels PetroChina prend la majorité, et annonce que d'autres projets sont en cours. Le Canada est en 2010 l'un des deux premiers fournisseurs de pétrole des États-Unis.

3. Plus de 80 milliards de profit pour les majors en 2018

Des chiffres à couper le souffle. En 2018, les cinq majors du pétrole mondial ont totalisé plus de 80 milliards de dollars de bénéfice (70,4 milliards d'euros). Les américains Exxon et Chevron, l'anglo-néerlandais Shell, le britannique BP et le français Total, les plus grandes compagnies pétrolières internationales, affichent une santé insolente. Leurs résultats sont même supérieurs à ce qu'elles gagnaient en 2014, quand le baril de pétrole était à plus de 100 dollars. Pour toutes ces entreprises, ces résultats sont supérieurs aux attentes des analystes. Qu'on en juge : ExxonMobil a gagné 20,84 milliards de dollars, en hausse de 5,79 %, et Chevron, 14,8 milliards de dollars, en augmentation de 61,2 %. Shell réalise une performance comparable, avec un bénéfice en progression de 80 %, à 23,4 milliards de dollars. BP triple ses bénéfices, avec 9,4 milliards de profits sur l'année 2018. Le groupe Total a annoncé, jeudi matin 7 février 2019, des résultats nets en forte croissance, à 11,4 milliards d'euros, contre 8,6 milliards en 2017. Pour être exhaustif, on pourrait y ajouter les 7,5 milliards de bénéfices du géant norvégien Equinor (ex-Statoil), en hausse de 46 %.

Pourtant, le monde du pétrole a rarement été aussi bousculé. En un an, les variations du prix ont été complètes, le pétrole montant jusqu'à 80 dollars début octobre 2018, avant de s'effondrer brutalement et de descendre à 50 dollars en décembre 2018. « *L'année a été particulièrement chahutée* », reconnaît Didier Houssin, le président de l'Institut français du pétrole (IFP-EN). « *On a assisté à une hausse continue en début d'année puis à une chute brutale liée à la surproduction aux Etats-Unis et à la mise en place d'exemptions américaines sur le pétrole iranien.* »

Rang	Entreprise	Pays	Chiffre d'affaires (en milliards de \$)
1	Sinopec	 Chine	399.7
2	Royal Dutch Shell	 Pays-Bas /  Royaume-Uni	382.6
3	Saudi Aramco	 Arabie saoudite	360
4	PetroChina	 Chine	322.8
5	BP	 Royaume-Uni	299.1
6	ExxonMobil	 États-Unis	279.2
7	Vitol	 Suisse	181
8	Total	 France	184.2
9	Trafigura	 Suisse	133
10	Chevron	 États-Unis	158.7
11	Gazprom	 Russie	128.4
12	Lukoil	 Russie	127.9
13	Valero Energy	 États-Unis	117

Références :

- Le siècle de l'or noir par Pierre Milza (sept 2003)
- **Or Noir-La grande découverte** : ouvrage de **Matthieu Auzanneau** (Editions La Découverte 2015-2016) auteur du blog « Oil Man, chroniques du début de la fin du pétrole », publié par Le Monde depuis 2010. Journaliste spécialiste des questions à la croisée de l'économie et de l'écologie (*Le Monde*, *Arte*, « Envoyé Spécial », *Terra Eco*, etc.), il est en charge de la prospective au sein du Shift Project, groupe de réflexion sur la transition énergétique
- **Wikipédia**
- Connaissance des Energies
- EnerGeek